



# TER RES

ritoires \_ RESPONSABLES

*Au service des démarches territoriales*

*« Nous sommes ce que nous mesurons.  
Il est temps de mesurer ce que nous voulons être. »*

## **TER\_RES : des réseaux, des expériences et des cultures diverses rassemblés**

**Territoires Responsables est une association porteuse d'une méthodologie globale** issue d'un ensemble d'expériences, travaux, actions et études sur les territoires et ses articulations dynamiques avec des filières, telles les tourisme durable, solidaire, culturel, rural etc., et de grands domaines, ou secteurs, comme l'environnement, la gestion intégrée des zones côtières, l'économie sociale et solidaire, le développement rural etc.

**Les membres de TER\_RES sont des personnalités d'expérience**, engagées, représentatives de grandes « familles d'acteurs », selon la terminologie convenue : élus territoriaux, responsables d'entreprises, citoyens-habitants organisés, fonctionnaires d'état et territoriaux, universitaires, experts, consommateurs, médias.

## **Au service de responsables territoriaux et de porteurs de projets**

**TER\_RES intervient en appui aux responsables territoriaux engagés pour leur territoire ou en coopération** (internationale Nord/Sud et/ou interrégionale France, Europe) dans des démarches territoriales type pays, schéma d'aménagement, plan directeur de développement, gestion intégrée, agenda 21 local, schéma de cohérence territoriale, intercommunalité, développement régional, cluster, réseau et système productif local etc. Les formes sont multiples.

**TER\_RES met à disposition des compétences** pour initier ou améliorer des démarches territoriales. Egalement pour rassembler, échanger, progresser dans la connaissance, la compréhension et l'installation d'une culture de la relation, de l'inclusion et du faire ensemble. En partant de thématiques porteuses, telles le tourisme responsable.

## **A travers une approche intégrée et de long terme et non une expertise « one shot »**

**TER\_RES développe des cycles à plusieurs modules, adaptables en fonction des situations de départ :**

1. Un projet territorial mature qui souhaite valoriser ses résultats et avancées, voire relancer sa dynamique.
2. Une intention de politiques, programmes ou projets articulant des filières, telle celle du tourisme responsable/durable, et le développement territorial durable.
3. Un projet territorial soucieux de se renforcer, s'ouvrir et améliorer sa cohérence, ses synergies et sa performance.

## **Pour des résultats illustrant la « qualité territoriale », celle du « système territorial »**

**Au cœur se situent toutes les formes de relations et d'articulations** génératrices de plus-values entre les différents niveaux institutionnels et avec le secteur privé et les acteurs sociaux. Au fond, ce qui relie les faits (l'analyse systémique), les acteurs (les coopérations, partenariats et limitations de la concurrence, par exemple institutionnelle) et les stratégies (stratégies sectorielles, d'agrégation, de différenciation/spécialisation etc.).

Les référentiels métiers, l'innovation, la créativité dans les politiques économiques, sociales et environnementales et toutes les formes de décloisonnements, d'agencements, partenariats, alliances, clusters, coopérations, inclusions, complémentarités, synergies etc. contribuent à la qualité territoriale.

Au final, la qualité territoriale aboutit à un mieux faire, un mieux-être et un mieux vivre pour les habitants des territoires, les territoires eux-mêmes, supports des diversités socio-culturelles et biologiques, et l'écosphère.

## **TER\_RES en 7 points clés**

### **Une approche intégrée, les « 4A » : Analyse, Apprentissage, Appréciation, Amélioration**

C'est l'unique façon de s'attaquer aux racines des difficultés. Elles sont nombreuses. Citons, en vrac : les visions sectorielles, le cloisonnement et la non clarification des compétences, la transversalité de thèmes incompatibles avec l'empilement des niveaux de responsabilités (environnement, qualité de l'air ou de l'eau, gouvernance, aménagement du territoire etc.), l'absence de synergies entre acteurs, la concurrence institutionnelle, le fractionnement des démarches et des procédures, l'opposition rural-urbain ou intérieur-littoral, l'inéquité entre territoires, l'absence de vision à long terme, les approches verticales-thématiques v/s horizontales-ensembles territoriaux etc -.

### **Une qualification issue de cette approche intégrée, à travers la notion de qualité territoriale**

TER\_RES élabore un corpus de principes d'actions ni trop génériques ni trop détaillés. Cet ensemble, classé et organisé, est nécessaire pour qualifier une démarche territoriale, c'est à dire en apprécier les points forts, les points faibles et les marges de progrès. Cette appréciation est une mesure, une traduction, une illustration de la qualité territoriale.

### **Une qualité territoriale éclairée par un Référentiel International Qualité Territoriale (RIQT)**

Le référentiel TER\_RES n'est pas un référentiel maison de plus, une nième charte, un cadrage de plus. Il agrège des textes et des engagements existants. Issu des textes du PNUD, il s'agit de la gouvernance démocratique, condition de réalisation des OMD. Pour l'UNESCO, c'est la conservation du patrimoine immatériel. Mi-2009, 6 textes sont pris en compte (PNUE, UNESCO, OMT, Conseil de l'Europe, Régions d'Europe). Le principe d'« équité », par exemple, est décomposé en trois thèmes : équité sociale (et cohésion), équité inter-générationnelle et équité spatiale. Ces thèmes sont explicités et la traçabilité avec les textes d'origine est conservée. D'autres textes seront intégrés par la suite.

### **Le RIQT est nécessairement contextualisé car il n'y a pas deux situations identiques**

Le référentiel international donne des repères sous forme de principes et d'orientations. Mais la réalité terrain commande. Elle apporte une nouvelle hiérarchie et des indicateurs spécifiques. Cet autre référentiel, contextuel, est élaboré *in situ* avec les acteurs locaux. La co-évaluation qui est menée par la suite sera évidemment un regard croisé. Elle peut se situer soit au départ (l'état initial et le diagnostic) soit en fin de programme soit à une étape, une relance de dynamique, une prise de recul. TER\_RES a prévu des formats d'intervention pour ces cas de figure.

### **Une capitalisation active permet à chaque cas d'être une des pierres d'un même édifice**

Elle se réalise à travers des forums régionaux et des universités internationales territoriales UNITER\_RES annuelles (la première prévue en 2010 en France, à Foix, département de l'Ariège). Ces événements alimentent le référentiel, rassemblent les initiatives, permettent de se (re)connaître et, surtout, donnent la parole aux Suds.

### **Des avis d'experts et de praticiens garantissent la qualité des parties et du tout**

L'association propose le concept de Système de Garantie Collective. Il concrétise les regards croisés précédemment évoqués. Ces regards, portés sur une démarche, permettent d'agréger des expertises et des pratiques éprouvées complémentaires. La méthode associe les « collèges d'acteurs », un Jury composé de personnalités, et des mises en débat de chaque analyse et présentation de cas. Les moments où les avis sont exprimés sont les UNITER\_RES et les forums régionaux. Internet fera connaître les résultats et l'ensemble des démarches.

### **Une action de révélateur et de catalyseur**

Sur le terrain, dans les territoires, l'action de TER\_RES doit permettre notamment :

1. l'émergence d'un sens partagé - vision, finalité et organisation communes - grâce à la démocratie d'action,
2. l'animation du « multi-acteur » spécifique à la bonne gouvernance territoriale (ou régionale) : espaces et outils de participation, implication, co-production et co-responsabilité -,
3. la dynamisation et la diversification économiques, si importantes en milieu rural mais aussi dans les régions de montagnes et en zones côtières,
4. la cohérence et la cohésion territoriales : territoires de projets, transversalité des mandats des élus, agencement des niveaux gouvernance, cadres d'intervention, politiques, procédures et outils, etc.-,
5. une capacité à amortir et dépasser les crises financières, économiques, sociales, culturelles et environnementales actuelles et attendues, en élevant le niveau d'endogénéité (proximité, localisation, circuits courts etc.),
6. le rééquilibrage des échanges économiques à travers des retombées maximisées dans les PED (exemple des filières durables et/ou équitables) dans le cadre d'une vraie solidarité internationale.

## Les enjeux : mieux penser, mieux faire et mieux dire

1. **Clarifier les thématiques et les outils** (dont la question des indicateurs) dans le foisonnement des démarches responsables, solidaires, durables etc. du tourisme.
2. **Clarifier les approches qui font du territoire un acteur central** de l'articulation entre la filière touristique, les filières connexes (artisanat, agroalimentaire, équipement, batiments etc.) et les secteurs transversaux (foncier, environnement, culture etc.).
3. **Clarifier et mettre en valeur les expériences probantes** (en bien, en mal) génératrices d'enseignements sur la capacité du tourisme à être facteur de changements positifs, vertueux et exemplaires dans pratiquement tous les domaines du développement.
4. **Clarifier, expliquer, mettre en débat et mutualiser** ces expériences pour leur décerner non pas un brevet de bonne conduite mais un « brevet de bonne direction », de bonnes pratiques grâce au système de garantie collective (SGC), simplifié en « label territorial », proposé par TER\_RES.
5. **Former, accompagner et soutenir les territoires dans les voies de progrès** identifiées par la mutualisation des expériences et les voies de progrès définies pour chaque territoire par le SGC.

## Une dominante : le tourisme, entre déséquilibres et synergies avec le territoire

**Le tourisme est un outil puissant** de conservation, de mise en valeur économique et de développement des patrimoines naturels, culturels et sociaux. Mais c'est un secteur à haut risque : déséquilibres territoriaux, économiques et sociaux, saisonnalité, conflits d'usage, services d'intérêts généraux au seul profit du secteur touristique, dégradations et artificialisation, folklorisation, modifications des comportements etc. Dans tous les cas, et à tous les niveaux de développement socio-économique, les ressources, les identités et les modes de vie sont sous pression.

**Mais l'organisation et la maîtrise du développement touristique**, organisées par les transferts de compétences état-régions, mettent les exécutifs territoriaux en position délicate face au taux de fuite des recettes/devises, à la réduction des déséquilibres et la cohésion territoriale via l'organisation et l'interconnexion de « pôles », « sites », « clusters » et autres infrastructures à vocation touristique résidentielle ou extérieure, l'aménagement du territoire et la consolidation/extension des services (transports publics, énergie, eau, santé, communication) etc.

Les nouvelles formes de tourisme - durables, solidaires, équitables, diffuses, éco-, communautaire etc. mais aussi plus classiques, sociales, thermales, balnéaires, agri- etc. – facilitent cette nouvelle gouvernance territoriale. Elles sont plus proche des réalités humaines, sociales, culturelles et environnementales et donc plus incluanes. Mais la multitude de chartes et/ou labels majoritairement environnementaux (charte européenne du tourisme durable, *green globe*, écolabel européen « services d'hébergements touristiques », *soft mobility*, clef verte etc.), la RSE des grandes multinationales du tourisme (Accor, NF, etc.) et les différentes normes, dont les normes iso, diluent l'efficacité.

**Aujourd'hui, le périmètre de responsabilité des opérateurs augmente et chevauche celui de l'autorité publique** sur les aspects de formation, démarche qualité et garanties données aux clients/consommateurs, aménagement du territoire, respect des normes et des règlements, participation des acteurs locaux et politiques du foncier, habitat, logement, équipement, services etc. L'approche territoriale de la question touristique est donc incontournable.

## La valeur ajoutée de TER\_RES : croiser quatre visions clés d'un même territoire

1. La méthodologie « regards croisés » permet à chaque groupe d'exprimer SON territoire. Un diagnostic participatif est réalisé à partir des gens - les problèmes, les besoins, les souhaits, les espoirs mais aussi les forces, les faiblesses ou les consensus et dissensus. **C'est le territoire vécu.**
2. La filière tourisme, les filières connexes (artisanat, agriculture etc.), les secteurs reliés et l'ensemble du projet territorial sont analysés. A chaque fois, en effet, des chartes, des contrats, des plans, des schémas directeurs ou de gestion et des programmes définissent un futur souhaité, planifié. **C'est le territoire voulu.**
3. Une évaluation « démarche de progrès », rend justice aux efforts, à ce qui « tend vers ». Elle s'appuie sur des référentiels internationaux issus de textes de consensus : UNESCO, PNUD, PNUE, OMT, Marque Européenne de Qualité Territoriale et Territoires Socialement Responsables (Conseil de l'Europe). **C'est le territoire souhaitable.**
4. Les progrès et les efforts sont reconnus par le système de garantie collective (SGC) de la qualité territoriale que propose TER\_RES. Les critères sont croisés et déclinés par catégories d'acteurs, ou plus exactement par niveaux de responsabilité. **C'est le territoire encouragé.**

## Exemples de méthode

1. **Identification du territoire** : dossier préalable, appel à projet ou repérage via une fiche d'identification.
2. **Evaluation in situ** : les « regards croisés » 1-2 mois - Diagnostic territorial partagé à partir de référentiels agrégés, méthode des 4 territoires : vécu, souhaitable, voulu, encouragé.
- 3a. **Co-construction du programme ou du projet / 1 mois** : restitution élargie et ouverte du diagnostic, recherche des orientations et des modalités d'actions partenariales.
- 3b. **Appréciation ex situ** : Université Internationale Territoriale UNITER\_RES, 2 jours et 6 mois amont-aval). Des familles d'acteurs extérieurs (responsables territoriaux, opérateurs, administrations du tourisme, universitaires, experts, consommateurs etc.) échangent avec des représentants du territoire et précisent le diagnostic territorial.
4. **Valorisation** : publication sur un site internet interactif. Explication de la valeur ajoutée territoriale, valorisation des avancées, des bonnes pratiques, des marges de progrès.
5. **Réalisations, formation, appuis directs** : mise en œuvre des préconisations, formations *in situ* et appuis techniques. Le territoire partenaire est soutenu concrètement.

## Exemples de membres et parties intéressées par la démarche

**Le cabinet BEIRA.CFP**, initiateur de la démarche, assure les fonctions de coordination et de co-animation pour garantir la cohérence, la pertinence et le dynamisme de la démarche. Le cabinet BEIRA.CFP ne bénéficie d'aucuns fonds de TER\_RES.

**Le Centre de Valorisation et de Partage de Compétences du CETIA** (Centre d'Etudes du Tourisme, de l'Hôtellerie et des Industries de l'Alimentation de l'Université de Toulouse II/Site de Foix), structure d'hébergement du programme intégré « Reconnaissance de la Qualité Territoriale » développé en soutien et assise technique et scientifique de la méthodologie TER\_RES. Le centre est aussi le cœur des Universités Internationales Territoriales UNITER\_RES.

**La Plate-forme Coopération et Tourisme responsable**, structure relais pour la mise en place des projets, principalement dans le cadre du module 5 de la méthodologie TER\_RES (« Réalisations. Formation, interventions directes »). Cette plate-forme marque une volonté commune de favoriser et de susciter des partenariats dans le domaine du tourisme responsable, vecteur de développement durable des territoires, de valorisation des patrimoines et de promotion de la diversité culturelle.

**L'Association des populations des Montagnes du Monde (APMM)**.

**L'Association des Voyageurs et Voyagistes Eco-responsables (VVE)**.

D'autres structures suivent avec intérêt la démarche sont notamment **l'Association Nationale des Pactes Locaux, Cités-Unies France**, le **Ministère des Affaires Etrangères et Européennes (MAEE)**, le **Ministère de la Culture et de la Communication**, le **Ministère de l'Ecologie, de l'Environnement, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire**, **l'OCDE**.



## Contacts

**Jean-Claude Mairal**, président : [jcmairal@yahoo.fr](mailto:jcmairal@yahoo.fr), **Alain Laurent**, délégué général : [beira.cfp@wanadoo.fr](mailto:beira.cfp@wanadoo.fr),  
**Martine Théveniaut**, secrétaire : [martine.theveniaut4@orange.fr](mailto:martine.theveniaut4@orange.fr), **Claudine Stanislas**, trésorière :  
[c.stanislas@apmm-wmpa.org](mailto:c.stanislas@apmm-wmpa.org)